



**Le déclassement des universités de l'Ontario :  
Rapport final du sondage-campus du SCFP  
Octobre 2004**





305 Milner Ave, Suite 801  
Scarborough, ON M1B 3V4  
Phone: 416-299-9739 • Fax: 416-299-3480  
Web: cupe.on.ca E-mail: cupeont@web.net

8 octobre 2004

L'honorable Bob Rae,  
Conseiller du Premier ministre et de la Ministre,  
Étude de l'éducation postsecondaire

Monsieur Rae,

En janvier 2004, le SCFP-Ontario, par l'entremise de son Comité de coordination des travailleuses et travailleurs d'université de l'Ontario (CCTUO), amorçait le sondage-campus du SCFP. En février et mars 2004, nous avons rencontré des travailleuses et travailleurs, et des étudiantes et étudiants de 13 universités de la province. Nous sommes maintenant en mesure de vous présenter un rapport de la situation dans les universités basé sur l'expérience des membres du SCFP dans les communautés universitaires de l'Ontario. Nous sommes très heureux de vous soumettre notre rapport final, qui est la contribution du SCFP à votre étude de la structure et du financement du système d'éducation postsecondaire en Ontario.

Nous savons que vous tenez à présenter vos recommandations au Premier ministre et à la Ministre en fonction des faits qui vous auront été soumis. Nous sommes fiers du processus consultatif qui a mené au présent rapport et nous vous demandons de bien vouloir accorder une attention particulière à l'expérience de nos membres, telle qu'elle est exprimée dans les pages qui suivent.

Pour chaque travailleuse et travailleur qui a souffert du coût élevé des années de sous-financement dans le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario, de nombreux étudiants et étudiantes ont aussi payé le prix. Certaines personnes tenteront de vous convaincre que les membres du SCFP ne représentent que leurs propres intérêts, mais ce serait faux. Leur perspective est beaucoup plus ouverte. Nous savons que nos universités fonctionnent grâce à notre travail, et nous savons que les milieux du travail et des études sont très étroitement liés. Les membres du SCFP font ces liens jour après jour parce qu'ils contribuent de façon primordiale à la communauté universitaire.

Au nom des plus de 20 000 membres du SCFP qui travaillent dans les universités de l'Ontario, nous avons le plaisir de vous soumettre, ainsi qu'au comité consultatif, le présent rapport. Les membres du SCFP seront heureux de discuter des recommandations proposées lorsque vous convoquerez des assemblées publiques dans la province au cours des consultations de l'automne.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Rae, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Sid Ryan  
président  
cope 343:41008a01.ouwcc

Brian O'Keefe  
secrétaire-trésorier

Janice Folk-Dawson  
présidente, CCTUO



# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Étudiantes et étudiants, et travailleuses et travailleurs étudiants</b> .....	<b>6</b>
<b>Conditions d'études et de travail</b> .....	<b>9</b>
<b>L'ensemble des travailleuses et des travailleurs d'université</b> .....	<b>12</b>
<b>Le financement et l'influence des entreprises</b> .....	<b>15</b>
<b>Installations, incluant les résidences</b> .	<b>18</b>
<b>Relations, tant sur le campus que dans la collectivité</b> .....	<b>21</b>
<b>Le contexte national</b> .....	<b>23</b>
<b>Le contexte ontarien</b> .....	<b>24</b>
<b>Recommandations</b> .....	<b>25</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>27</b>

**DANGER**

**ASBESTOS**

**CANCER AND LUNG DISEASE  
HAZARD**

**KEEP OUT**

**AUTHORIZED  
PERSONNEL ONLY**

**RESPIRATORS AND  
PROTECTIVE CLOTHING  
ARE REQUIRED IN  
THIS AREA**

# Introduction

En janvier 2004, le SCFP-Ontario, par l'entremise de son Comité de coordination des travailleuses et travailleurs d'université de l'Ontario (CCTUO), entreprenait le sondage-campus du SCFP. Nous avons amorcé une évaluation sur le terrain de la situation des universités ontariennes, depuis les réparations les plus mineures jusqu'au financement des programmes.

Avec le palmarès de Maclean's en toile de fond, le sondage-campus du SCFP devait « déclasser » les universités ontariennes selon l'expérience des travailleuses et travailleurs d'université et du personnel de soutien des communautés universitaires de toute la province. Le Syndicat canadien de la fonction publique représente plus de 20 000 travailleuses et travailleurs d'université de l'Ontario, notamment les aides à l'enseignement (AE), les adjointes et adjoints à la recherche et les chargées et chargés de cours. Le syndicat représente également le personnel de soutien, c'est-à-dire celles et ceux qui travaillent dans les bureaux, les laboratoires, les stationnements, les bibliothèques, les cafétérias, les services techniques et les services spécialisés, ainsi que les coordonnatrices et coordonnateurs d'établissements, entre autres.

## Les conclusions

Le « déclassement » des universités ontariennes est tout indiqué en 2004 parce que, pour ce qui touche au travail, aux études et à la vie sur le campus, chaque institution est dans un piètre état. L'Ontario, pourtant le moteur économique du Canada, se retrouve maintenant au 10e rang dans le financement de ses écoles postsecondaires. Et cela se voit.

Il y a deux niveaux de qualité dans les universités de l'Ontario. Les nouveaux édifices sont alloués de façon disproportionnée aux programmes de sciences et d'administration des affaires. Avec l'importance que prennent les commanditaires privés et d'entreprise, l'argent recueilli grâce aux activités de financement va en grande partie à ces programmes. Quant aux sciences sociales et humaines, elles sont devenues les parents pauvres de l'éducation – une situation qui devrait inquiéter tous ceux et celles qui, en Ontario, trouvent important de développer la pensée critique et la créativité intellectuelle.

Il y a de nouveaux édifices sur tous les campus et, dans la plupart des cas, il n'y a pas suffisamment de personnel pour les faire fonctionner. Presque toutes les

sections locales du SCFP signalent une diminution des normes de propreté. Les programmes d'entretien préventif ne sont pas mis en œuvre. L'entretien différé, dont on estime présentement le coût à 1,7 milliard de dollars, continue de croître. L'enlèvement de l'amiante est un problème de santé et de sécurité sur de nombreux campus.

L'espace est rare pour les aides à l'enseignement, le personnel de soutien et les étudiants, tant dans les classes que dans les résidences. Les étudiants ont de la difficulté à rencontrer les aides à l'enseignement qui, souvent, n'ont ni bureau, ni téléphone, ou qui ont tout simplement trop d'étudiants à voir. La charge de travail a radicalement augmenté pour les travailleuses et travailleurs d'université, en même temps que les conditions de travail deviennent de plus en plus incertaines.

Les étudiants assistent aux cours dans des salles et des édifices baptisés Casino Niagara, ScotiaBank, CIBC, Nestle, Hollinger et Campbell Soup. Ils peuvent acheter uniquement des boissons gazeuses de Coca-Cola ou de Pepsi sur le campus. Les travaux des chercheurs en sciences sont scrutés à la loupe par des sociétés de biotechnologie — les entreprises qui les financent — avant d'être publiés. D'autres universités doivent redoubler d'efforts pour trouver du financement maintenant que leurs « partenaires » privés du fonds SuperCroissance se sont avérés incapables de soutenir, comme prévu, de nouveaux projets de construction.

De nombreuses universités ont réduit leur horaire de gardiennage jusqu'à atteindre un état de « décrépitude modérée ». La situation est déjà assez déplorable, mais les faits que nous avons recueillis auprès de nos membres suggèrent que les conservateurs ont laissé le système d'éducation postsecondaire ontarien dans un état « d'abandon négligé ». <sup>1</sup>

## Le sondage

Le rapport sur le sondage-campus du SCFP est basé sur une étude qualitative des conditions qui règnent sur les campus des universités ontariennes. À l'aide d'une liste de contrôle standard des points de discussion énumérés plus tôt, la présidente du CCTUO, Janice Folk-Dawson, et la coordonnatrice Mary Catherine McCarthy ont rencontré des membres de sections locales du SCFP, d'autres syndicats, d'associations de professeurs et de groupes étudiants de 13 universités. Munies d'une enregistreuse et d'une caméra numérique, elles ont sillonné

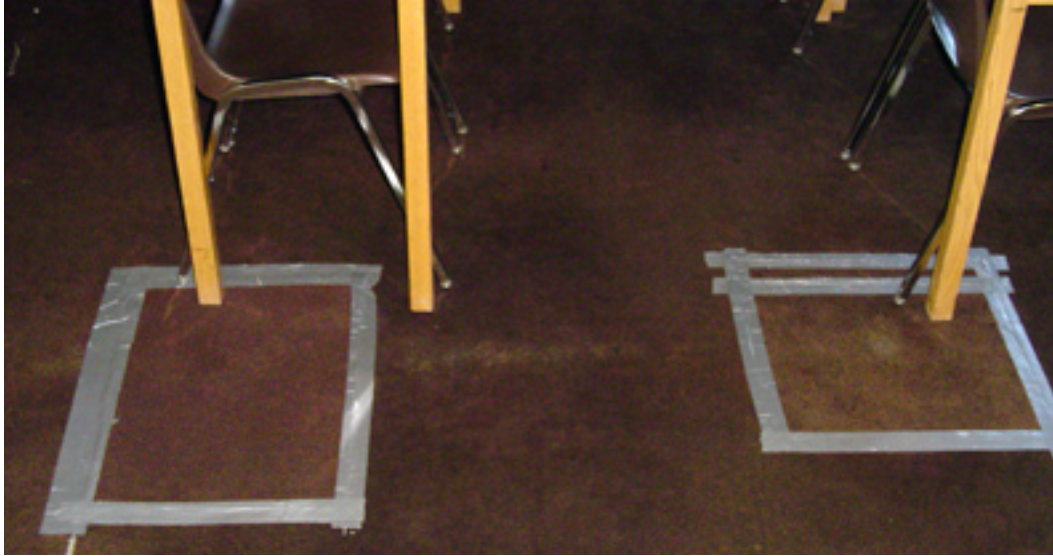
<sup>1</sup> En Amérique du Nord, on reconnaît cinq catégories de propreté sur les campus. Le niveau le plus élevé est la « propreté impeccable ». Les normes descendent ensuite à « propreté ordinaire », « inattention occasionnelle », « décrépitude modérée » et « abandon négligé ».



les campus de Guelph, McMaster, Toronto, Ryerson, Windsor, Lakehead, Brock, Waterloo, Trent, Queen's, Ottawa, Carleton et York. Les rencontres ont eu lieu en février et mars 2004.

Le sondage-campus du SCFP a pris comme point de départ les critères de Maclean's et a examiné des questions semblables du point de vue des travailleuses et travailleurs, des collectivités et des familles. Nous avons élargi les critères parce que nous pensons que les universités ne devraient pas avoir à se faire concurrence entre elles pour obtenir du financement, que les étudiants ne devraient pas avoir à se faire concurrence entre eux pour accéder à l'éducation postsecondaire et que les travailleuses et travailleurs ne devraient pas avoir à combler le manque de financement des universités de l'Ontario en travaillant trop, et étant plus stressés et n'étant jamais sûrs de leur emploi. Notre objectif devrait plutôt être de contribuer à l'édification d'un système d'éducation postsecondaire en Ontario qui soit entièrement équitable, accessible et à coût abordable.

<b>Maclean's</b>	<b>Sondage-campus du SCFP</b>
<b>ÉTUDIANTS</b>	<b>ÉTUDIANTS ET TRAVAILLEURS ÉTUDIANTS</b>
Notes du cégep, étudiants hors-province et internationaux, taux de diplomation, maintien la première année	Taille des classes, moins d'argent pour les programmes de sciences humaines, besoin de travail à temps partiel, programme déréglementé
<b>CLASSES</b>	<b>CONDITIONS D'ÉTUDES ET DE TRAVAIL</b>
Taille des classes, classes données par une ou un prof permanent	Nouveaux édifices, personnel, sécurité du milieu, charge de travail, espace d'étude
<b>PROFESSEURS</b>	<b>TOUS LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES D'UNIV.</b>
Nombre qui ont des doctorats, ou des prix d'excellence nationaux, subventions acquises	Espace de travail, matériel et outils, formation, santé et sécurité, accessibilité
<b>FINANCES</b>	<b>FINANCEMENT ET INFLUENCE DES ENTREPRISES</b>
Dépenses par étudiant à temps plein, dépenses consacrées aux services aux étudiants, subventions et bourses d'études	PPP, sous-traitance, influence des entreprises sur les programmes universitaires, composition du conseil d'administration, partenaires de SuperCroissance, accès à la planification financière
<b>BIBLIOTHÈQUE</b>	<b>INSTALLATIONS, Y COMPRIS LES RÉSIDENCES</b>
Volumes par étudiant, budget de fonctionnement, budget consacré à la mise à jour de la collection	Réparations, entretien différé, programme d'entretien préventif, logement disponible, accessibilité, dommage causé par la surcharge de l'infrastructure
<b>RÉPUTATION</b>	<b>RELATIONS, TANT SUR LE CAMPUS QUE DANS LA COLLECTIVITÉ</b>
Sondage « en boule de neige », dons des anciens élèves	Relations patronales-syndicales, représentation au conseil et aux comités, garderies, participation de la collectivité



À l'occasion, les rencontres avaient lieu à l'heure du lunch. Parfois, les groupes faisaient le tour du campus pour prendre connaissance des problèmes. Dans chaque cas, la participation était enthousiaste et toutes les personnes rencontrées voulaient améliorer l'expérience de l'éducation postsecondaire.

Plus d'une fois, l'équipe du sondage-campus c'est fait dire que les travailleuses et travailleurs d'université sont la mémoire de l'institution. Les étudiantes et étudiants qui arrivent aujourd'hui sur les campus ne savent pas ce qui a changé et ce qui leur manque. Souvent, ils sont déjà bien contents d'avoir été acceptés, compte tenu de la concurrence actuelle; pourtant, les travailleuses et travailleurs ne savent que trop bien à quel point leurs institutions se sont détériorées.

Nous vous présentons ici un compte-rendu de réflexions, tant visuelles qu'écrites, de nos membres, qui décrivent en leurs propres mots leur expérience de travail dans les communautés universitaires de l'Ontario depuis quelques années.

# 1

## Étudiantes et étudiants, et travailleuses et travailleurs étudiants

« Si les aides à l'enseignement (AE) acceptent de travailler davantage, c'est en partie parce que quand un AE, étudiant diplômé, gagne 1 200 \$ par mois et qu'il doit verser 400 \$ ou 500 \$ en frais de scolarité, il ne lui reste évidemment pas grand chose. Mais il y a des membres de notre section locale qui ont trop de travail, soit à cause de l'augmentation du nombre d'étudiants, soit parce que comme les étudiants sont de plus en plus jeunes, ils doivent passer plus de temps avec eux. Alors peu importe si c'est parce qu'ils ont besoin d'argent ou qu'ils doivent affronter des classes plus nombreuses, ils ont trop de travail. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3903 du SFCP, Université York**

« Les adjoints à l'enseignement qui travaillent à l'IEPO utilisent en fait leur propre matériel pour une bonne partie de leur travail. La plupart du temps, ils travaillent chez eux et utilisent leur télécopieur, leur ordinateur et se servent de leur ligne téléphonique pour faire des interurbains s'il y a lieu. Le problème est chronique. Il n'y a pas de place pour les étudiants. Pas de place pour étudier, pas de place pour travailler. En fait, si vous êtes travailleuse ou travailleur étudiant, vous devez sans doute payer de votre poche une bonne partie de ce qu'il vous faut pour faire votre travail. »

**Travailleuse étudiante,  
section locale 3902 du SFCP, Université de Toronto**

« Les étudiantes et étudiants qui nous aident sur le terrain sont une ressource précieuse. Mais il semble que nous ne puissions pas les retenir, parce que l'administration de l'université n'est pas prête à les payer à un tarif acceptable. Avant que je commence à travailler sur le terrain, les étudiants étaient payés au tarif syndical, s'ils travaillaient dans le secteur des métiers. Maintenant, ils sont payés moins que la moitié du tarif en vigueur. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 1334 du SFCP, Université de Guelph**



« Deux entreprises faisaient de la publicité destinée aux AE sur le campus pour nous offrir du travail. Ce qu'ils nous disaient, en gros, c'est : « Servez-vous de votre expérience pour préparer les étudiants aux examens ». C'était un cours de huit heures qu'ils offraient un samedi... Nous nous sommes arrangés pour faire cesser cela, heureusement, parce que ça n'avait pas de sens qu'une étudiante ou un étudiant doive, essentiellement, payer pour recevoir une meilleure préparation de la part d'un AE payé par des fonds publics, dans des lieux payés avec des fonds publics. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3902 du SCFP, Université de Toronto**

« J'ai occupé 11 emplois au cours des trois dernières années pour faire ma maîtrise et c'était tout juste suffisant, en partie parce que mon partenaire est aussi un étudiant diplômé. Alors le travail supplémentaire que nos membres acceptent est en relation directe avec le temps supplémentaire que cela finit par leur prendre. Le nombre d'étudiants diplômés dans les programmes a augmenté, mais le nombre de professeurs agissant comme superviseurs n'a pas augmenté dans la même proportion. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3903 du SCFP, Université York**

« À Trent, malgré la double cohorte, ils ont des demi-postes d'AE. Donc, plutôt que de travailler 10 heures, ils vous donnent des demi-sessions, de cinq heures par semaine. En sciences, c'est même moins que cela, alors comment pouvez-vous vous attendre à avoir des contacts suffisants avec les étudiantes et les étudiants ? »

**Travailleur d'université,  
section locale 3908 du scfp, Université de Trent**

« J'arrive d'une réunion sur l'accessibilité et certaines personnes disaient qu'elles devaient retourner les livres dans les différentes bibliothèques. Maintenant, il faut se rendre à la bibliothèque à laquelle on a emprunté un livre. Ça dérange les étudiants ayant un handicap, parce que l'université n'a plus recours aux services de messagerie. Maintenant, les personnes ayant un handicap doivent marcher davantage dans la neige. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3902 du SCFP, Université de Toronto**

# Conditions d'études et de travail

# 2

« Il y a 3 ou 4 bureaux d'angle pris dans un coin, avec 3 ou 4 ordinateurs, dans ce petit local qui a déjà été la salle de courrier. Ça dérange les chargés de cours du soir. De plus en plus de gens sont entassés dans ce bureau, qui a l'air d'un centre d'appels. Il n'y a pas plus de deux pieds de distance entre chaque personne. Il n'y a pas de place pour rencontrer les étudiants. Tout le monde travaille à l'ordinateur. Lorsque vous répondez à un appel, vous dérangez 3 ou 4 personnes qui sont coincées là, à essayer de faire leur travail. Maintenant, ce qu'ils veulent faire, c'est prendre tous les chargés de cours en arts et les mettre dans un espace avec plein de petites cabines et ça ressemble un peu plus chaque jour à un centre d'appels. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3904 du SCFP, Université Ryerson**

« Juste après sa nomination, la doyenne de Guelph a dit que le nombre d'inscriptions n'augmenterait pas seulement cette année, mais que l'année prochaine, ce serait la "double double" cohorte. Alors maintenant, nous nous surnomons 'l'Université Tim Horton'. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 1334 du SCFP, Université de Guelph**

« Quand je suis arrivé à Trent, la première année, on nous garantissait que nous n'avions pas à nous inscrire à l'avance à un cours et que nous avions une place assurée, peu importe le cours, parce que les classes n'étaient pas trop nombreuses. Mais maintenant, on pourrait tout aussi bien déchirer l'annuaire des cours, car même inscrits dans l'annuaire, ces cours ne sont pas vraiment offerts depuis quatre ans. Les gens arrivent ici et s'attendent à pouvoir les suivre. »

**Étudiant, Université de Trent**

« Le département d'anglais dit que c'est au Diablo's Café que les AE devraient rencontrer les étudiants. Il n'y a pas de place pour enseigner. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3902 du SCFP, Université de Toronto**



« Certains étudiants, selon le cours auquel ils sont inscrits, doivent aller suivre des cours dans des classes construites dans les années 60, où il fait froid. Une fois sur deux, le chauffage ne fonctionne pas et les étudiants se plaignent d’être obligés de garder leur manteau. Par contre, si vous avez la chance d’obtenir un cours de l’autre côté, dans le nouvel édifice, vous êtes dans des locaux superbes, spacieux, avec des pupitres neufs et du matériel “high tech”. Vous pouvez faire des vidéos, du PowerPoint et tout ça. Mais j’ai été dans des classes où on ne pouvait même pas trouver un bout de craie. En d’autres mots, il y a une grande différence selon le cours auquel vous vous inscrivez. »

**Travailleur d’université,  
section locale 3904 du SCFP, Université Ryerson**

« Nous avons le même mobilier qu’il y a 40 ans et il est rempli de toutes sortes d’insectes et de mites. Je suis allé voir l’administration et je leur ai dit d’aller en haut pour jeter un coup d’œil au mobilier qui tombe en ruine et qui n’a pas été nettoyé depuis des années. Ils sont allés voir et quand je leur ai demandé s’ils avaient vu les meubles, ils ont répondu oui. Quand je leur ai demandé s’ils s’étaient assis, ils ont dit : “Ça va pas, non ?” J’ai répondu : “Oui, bien sûr, nous, on peut s’asseoir sur du mobilier qui n’a pas été nettoyé depuis 40 ans.” Je leur ai dit que nous avons besoin de nouveaux meubles, mais ils ont répondu qu’ils n’avaient pas d’argent. Ils ont aussi dit qu’ils enlèveraient les meubles crasseux et qu’ils les remplaceraient par des bidules de plastique en attendant. Ils m’ont dit d’aller voir les membres, qui pourraient peut-être faire des dons à la bibliothèque. Nous en sommes donc rendus là ? »

**Bibliothécaire,  
section locale 1230 du SCFP, Université de Toronto**



« Ils ont un problème d'espace. Par exemple, là où je travaille, si quelqu'un est en sabbatique, son bureau est facilement rempli par 3 ou 4 chargés de cours à temps partiel... Il n'y a qu'un pupitre. Normalement, ils n'ont pas accès à un ordinateur parce que celui qui est dans le bureau est l'ordinateur personnel de quelqu'un. Les AE et les chargés de cours à temps partiel apportent leur propre portable mais, dans ce bureau, ils ne sont pas certains de trouver un endroit où se brancher à l'Internet. Ils fonctionnent par courriel mais ils n'ont pas accès à l'équipement nécessaire. »

**Travailleur d'université,  
section locale 4600, Université de Carleton**

« Nous devrions vérifier si c'est conforme aux normes de santé et de sécurité de faire ces rénovations majeures, d'enlever l'amiante alors qu'il y a encore des cours qui se donnent... Nous n'avons pas su avant la mi-septembre que tout le monde déménageait et que ce serait une construction importante, qu'ils ouvriraient les murs de béton et qu'ils enlèveraient les tuiles d'amiante et tous les matériaux enroulés autour de la tuyauterie. Et tout ce qu'ils ont trouvé comme solution, c'est de nous confiner à l'intérieur et de continuer de rénover autour. Nous avons dit que ce n'était pas acceptable et qu'il fallait nous trouver d'autres locaux. C'est dans la convention collective, et s'il y en avait qui protestaient, on leur trouvait d'autres locaux. Mais il y a encore des cours qui se donnent à cet endroit. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3903 du SCFP, Université de York**

« J'ai été étudiant dans des cours ici. Dans cet édifice, si vous n'arriviez pas une quinzaine de minutes avant le début du cours, c'était impossible d'avoir un siège. Alors les gens s'assoient par terre, et l'air était tellement vicié qu'on ne pouvait pas respirer. C'est vraiment difficile d'évaluer jusqu'à quel point la double cohorte est responsable de cela. C'est peut-être seulement un raccourci que l'université essaie de prendre. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3902 du SCFP, Université de Toronto**

« Quand on passe à travers des procédures pour régler un cas de harcèlement sexuel, on a l'idée préconçue que c'est le professeur qui harcèle l'étudiante ou l'étudiant, et non l'inverse. Je me suis aperçu qu'une de mes AE a été victime de comportements menaçants, parce qu'un étudiant dans la classe a très bien compris que ses notes dépendaient entièrement d'elle. »

**Travailleur d'université,  
section locale 4207 du SCFP, Université de Brock**

# 3

## L'ensemble des travailleuses et des travailleurs d'université

« Certains gardiens sur le campus ont à couvrir un territoire de 50 000 pieds carrés. Ici, tous les membres du personnel à qui j'ai parlé disent que c'est impossible pour une seule personne... Certaines bibliothèques, maintenant, se montrent moins strictes sur l'interdiction de manger et de boire. Ils permettent la nourriture et les boissons à l'intérieur de la bibliothèque. Ils font tout pour radoucir les étudiants. Les étudiants veulent pouvoir s'asseoir et étudier dans la bibliothèque tout en buvant leur café et en mangeant leur lunch parce que, s'ils doivent quitter la bibliothèque pour aller à la cafétéria, ils perdent leur place pour étudier. Alors il y a plus de déchets et toutes sortes d'autres choses dans les bibliothèques, mais on ne parle pas du tout d'y augmenter les services d'entretien ménager. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 229 du SCFP, Université Queen's**

« Ils ont bien une formule au pied carré dont ils aiment se servir. Mais d'après nous, cette formule n'est vraiment plus réaliste dans cet édifice, ni dans aucun autre. Ils sont tellement envahis de gens, et ça prend beaucoup plus de temps pour nettoyer ce qui est crasseux que ce qui est plutôt propre et a été entretenu toute la journée. À Kurt Hall, nous avons perdu le grand nettoyage du soir et nous avons, en gros, pris les services de conciergerie et de ménage, pendant le jour, dans tous les pavillons. Ils ont donné le reste du grand nettoyage en sous-traitance pour tous les autres pavillons, alors, question propreté, à notre avis, on s'en va de plus en plus vers un entretien qui est très inférieur à la moyenne. (Les travailleurs à contrat) sont payés 8 \$ de l'heure, moins de la moitié de ce que nous recevons. Je ne veux pas avoir l'air d'être contre qui que ce soit, mais le fait est qu'ils engagent des personnes qui ont 70 ans passés. Ils ont environ la moitié des employés que nous avons et leur matériel est inférieur aux normes. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 233 du SCFP, Université Ryerson**



« L'entretien préventif a été aboli, je crois, il y a 8 ans. Alors on attend que tout s'écroule et c'est à ce moment-là que nous prenons le relais... Nous avons l'habitude de tenir une fiche pour la moindre de ces pièces d'équipement. Il fallait consigner toutes les procédures et faire un compte rendu pour tout l'équipement. On le savait à l'avance quand une pièce d'équipement était sur le point de se briser. Mais on ne fait plus ces choses-là maintenant. C'est pour ça que nous avons des problèmes avec le froid, et que quand c'est chaud, il n'y a pas de climatisation. On en revient toujours à l'entretien préventif. Nous savons que si des choses comme ça arrivent chaque année, c'est parce qu'ils ont éliminé l'entretien préventif du programme. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 233 du SCFP, Université Ryerson**

« On parle de problèmes de santé et de sécurité. Je suis dans cet endroit, seul tout l'été, pendant quatre mois, parce qu'en bas, c'est fermé... Je travaille seul, comme technicien en électronique, je travaille dans les laboratoires et près des coffrets de branchement. Je me demande, si j'avais une crise cardiaque, combien de temps ça prendrait avant qu'ils me trouvent. À moins de vouloir vous avoir à l'œil, ils ne vous donnent pas de téléavertisseur. »

**Technicien,  
section locale 1393 du SCFP, Université de Windsor**

« Il y a de plus en plus de gens comme nous qui donnent des cours et, vraiment, nous sommes des citoyens de troisième classe, parce que, comme on commence à 19 h, il n’y a plus de personnel de soutien régulier à temps plein et donc, nous n’avons pas de service de secrétariat. Parfois les photocopieuses sont fermées. Et si on ne réussit pas à entrer dans notre classe, on doit parcourir le campus en entier pour trouver quelqu’un qui fait des heures supplémentaires. Il semble que le soir, les seuls qui soient toujours là sont les employés des bibliothèques. »

**Travailleuse d’université,  
section locale 4207 du SCFP, Université de Brock**

« Je donne des cours à 26 étudiants dans des locaux qui peuvent en recevoir 20 au maximum, et certains étudiants sont debout. Le département a reçu des plaintes répétées. Ils ont été incapables de faire quoi que ce soit. Ils disent qu’il n’y a pas assez de locaux et je me suis plaint. J’ai dit que je cesserais de travailler si on continuait d’avoir plus d’étudiants dans la classe que le règlement d’incendie ne le permet. »

**Travailleur d’université,  
section locale 3902 du SCFP, Université de Toronto**

# Le financement et l'influence des entreprises

# 4

« En génie, il y en a plein. Ils se sont pratiquement débarrassés de tous les programmes de premier cycle, et ils ont pris cette place pour de la recherche financée par les entreprises. Il y a l'administration de Ford, de GM, et de Chrysler a une administration d'études sur les combustibles de remplacement. Ça n'arrête pas. Ils achètent de la recherche commerciale de l'université. Ça ne coûte pas cher et c'est une source de profits pour eux, mais ça se fait au détriment des programmes de premier cycle. »

**Technicienne,  
section locale 1393 du SCFP, Université de Windsor**

« Au sujet de la privatisation, ou de la sous-traitance à la bibliothèque, eh bien, ils n'appellent pas ça comme ça. D'après eux, il n'y a pas de sous-traitance, mais c'est évident qu'il y en a, parce que nous avons des fournisseurs qui ont des étagères de livres prêts à utiliser. Les livres sont étiquetés, ils ont déjà des codes barres et ça nous cause un problème énorme. Cette entreprise privée prend la majeure partie des livres de langue anglaise et les rend prêts à l'usage pour notre bibliothèque, mais sans se préoccuper de vérifier notre inventaire. C'est une situation vraiment ridicule, il y a des livres en double et beaucoup plus de dépenses, parce que déjà le prix des services avec cette entreprise est astronomique. Deuxièmement, ils prennent les meilleurs livres et nous laissent les moins bons, ceux qui ont des défauts, et troisièmement, ils font tellement d'erreurs. Je dis à l'administration que s'ils veulent continuer avec cette entreprise et tous ces fournisseurs et tous ces livres prêts à utiliser, ils feraient mieux d'avoir une section du contrôle de la qualité parce que c'est nous qui devons corriger toutes ces erreurs. »

**Travailleuse de bibliothèque,  
section locale 1230 du SCFP, Université de Toronto**

« Avant, l'université fournissait l'accès à l'Internet. Maintenant, ils se tournent vers Rogers pour les coûts...l'accès à l'Internet commercial. Ils fournissaient aussi l'accès commuté.... Le dernier jour des cours, ils ferment à peu près tous les services de dépannage sur le campus, alors qu'il y a encore des étudiants qui ont des travaux à rédiger. Je le sais parce que je travaille à la réception de la bibliothèque, où il y a des imprimantes en panne. Quand on a autant d'ordinateurs sur un campus, il faut avoir des services de soutien jusqu'à ce que tous les travaux soient finis et que le dernier examen ait été écrit. »

**Travailleur de soutien,  
section locale 2424 du SCFP, Université de Carleton**

« C'est révélateur que le programme de maîtrise en économie ne soit pas déréglementé mais que la maîtrise en économie financière le soit. Le département a maintenant des ressources allouées à ce programme déréglementé qui, à mon avis, existe aux dépens des étudiants de maîtrise. Parfois, on ne leur a pas donné d'espace de bureau, qui, comme tout le monde le sait au campus St-Georges, sont difficiles à trouver. Les MFE se sont plaints qu'un des cours qu'ils devaient suivre l'année dernière était trop technique. Donc, maintenant, ils ont un cours spécial au département, qui, visiblement, prend tout le temps des chargés de cours. Nous avons rencontré l'administration et nous avons soulevé la question de la différence de traitement et le fait que, parce qu'ils paient 7 000 \$ par année, on ne peut pas leur donner un produit inférieur. Ça me dépasse qu'un universitaire puisse penser comme ça, mais c'est la réalité dans les programmes déréglementés. Alors ça fait réfléchir. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3902 du SCFP, Université de Toronto**

« Avec l'augmentation des inscriptions, on ne connaît pas réellement le nombre exact d'étudiants ici. Le surpeuplement pose tout un problème aux étudiants. Il y a des étudiants qui ne peuvent pas avoir de pupitre dans les classes et qui s'assoient dans le couloir. Il y a des étudiants qui vont à des cours au cinéma Carlton, un cinéma avec des fauteuils confortables qui s'inclinent vers l'arrière. Il n'y a pas de place pour les pupitres, l'éclairage est faible et c'est hors-campus, alors les étudiants doivent voyager aller-retour. »

**Étudiante,  
Université Ryerson**



« Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est que pendant des années, quand j'allais à la bibliothèque, il y avait un écriteau qui interdisait la nourriture et les boissons et que maintenant, ils vendent des boissons gazeuses. La moindre chose doit rapporter de l'argent. C'est vraiment renversant. Comment se fait-il que nous ayons perdu nos emplois au service de renseignements ? Je suppose qu'au fond, c'est parce qu'on ne peut pas demander de l'argent pour répondre aux questions. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 1334 du SCFP, Université de Guelph**

« Ils usent leurs agents de sécurité à la corde, ici. Douze heures par jour. Parfois, ils sont des semaines sans avoir de congé. Je connais un gars qui travaillait ici. Il a eu 4 semaines de 12 heures par jour, sans un seul jour de congé. Ils les paient autour de 13 \$ l'heure et c'est en sous-traitance et non syndiqué. Vous remarquerez qu'il n'y a plus d'agent de sécurité à l'entrée principale. Donc, si vous voulez parler à quelqu'un, vous appuyez sur un petit bouton. Je trouve cela un peu insécurisant parce qu'on se demande si quelqu'un pourrait entrer ou sortir. »

**Travailleur de gardiennage et des métiers,  
section locale 233 du SCFP, Université Ryerson**

# 5

## Installations, incluant les résidences

« Hier soir, je faisais de l'aide à l'enseignement et je suis entrée dans un labo plein d'étudiants qui ne pouvaient ni lire ni écrire, et la moitié des lumières n'étaient pas allumées. Je me suis dit qu'elles étaient peut-être éteintes et j'ai demandé à l'autre AE de les allumer. Eh bien, non, la moitié des ampoules étaient brûlées et les étudiants étaient là depuis trois heures à regarder dans des microscopes et à essayer de lire et d'écrire avec la moitié des lumières qui ne fonctionnaient pas. Un peu "rude". »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3913 du SCFP, Université de Guelph**

« Lorsque je dois surveiller un examen final pour un cours, je me rends à une salle entièrement vide qui n'a pas été nettoyée du tout. Elle est remplie de tasses de café...et il n'y a plus d'aide. Il n'y a pas suffisamment de personnel régulier pour aider à préparer la salle et à placer les examens, et le reste ... Au printemps, le soir, j'ai toujours la salle de cours où il pleut. Il pleut à l'intérieur, et surtout sur le lutrin, et la flaque se ramasse entre le lutrin immobile et la prise électrique sur le mur que vous devez utiliser si vous montrez des diapos. J'ai dû interrompre un cours à cause du "plouc, plouc, plouc" qu'on entendait dans le seau que j'avais fini par trouver. Ça me rendait fou. »

**Travailleur d'université,  
section locale 4207 du SCFP, Université de Brock**

« Dans de nombreux domaines, il y a beaucoup moins de personnel ...Nous avons normalement 4 personnes à temps plein pour chaque étage. Maintenant, nous n'en avons qu'une et la charge de travail a augmenté. Les gens sont totalement dépassés... D'un point de vue technique, si vous allez chercher un certain livre sur une étagère donnée avec un numéro de référence donné, il n'est jamais au bon endroit. Je crois que nous avons toujours plus de 100 000 livres non catalogués. Pour Maclean's, cela semble satisfaisant, et nous sommes censés avoir la plus grande bibliothèque du Canada, mais elle est composée de beaucoup de livres que personne ne peut lire parce qu'ils ne sont pas catalogués. »

**Travailleuse de bibliothèque,  
section locale 1230 du SCFP, Université de Toronto**





« Dans les résidences, s’il y a un danger physique, ou s’il y a danger que l’université soit poursuivie, ils le répareront, sinon, ils ne s’en occupent pas. »

**Travailleur du gardiennage et des métiers,  
section locale 233 du SCFP, Ryerson**

« Il y a vingt filles pour une douche, parce qu’ils ont dû en fermer. Il y a de l’eau qui coule le long des murs et dans les fondations. Ça gèle et ça cause beaucoup de problèmes pour la fondation. C’est ce qui se passe à cause du piètre travail effectué par les entrepreneurs. Et j’aimerais bien savoir qui leur a permis d’installer de toutes nouvelles conduites d’eau du côté froid de l’isolation. »

**Travailleur du gardiennage et des métiers,  
section locale 1334 du SCFP, Guelph**

« On nous donne toujours les outils de la moins bonne qualité qui soit. Piètre qualité, bas prix, mauvais travail. S’ils dépensaient un peu plus pour de vrais bons outils, nous pourrions nous en servir pendant 25-30 ans. Ceux que l’on a se brisent. La poignée se casse en deux et il faut attendre pour la pièce de rechange. Ils pourraient réoutiller l’atelier, mais maintenant je ne peux pas m’y tenir debout. Il faut mesurer 5pi 9po ou moins pour y travailler. »

**Travailleur du gardiennage et des métiers,  
section locale 1334 du SCFP, Université de Guelph**



« Avec les étudiants étrangers qui sont amenés ici pour venir à l'école et à cause de la double cohorte, les étudiants de deuxième année ont dû se trouver un endroit pour vivre dans un pays dont ils ne connaissent pas grand-chose. Ils sont évincés de Watson Hall et on leur dit de ne pas revenir l'année suivante à cause de la double cohorte. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3913 du SCFP, Université de Guelph**

« J'ai aussi eu une étudiante qui devait se rendre à la salle de cours en sciences. Il faut une bonne demi-heure pour aller du stationnement à la salle de cours pour quelqu'un en fauteuil roulant. Elle était toujours 15 minutes en retard, pas parce qu'elle n'arrivait pas à temps, mais parce ça prenait trop de temps pour se rendre, même si elle arrivait 20 minutes avant l'heure du cours. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3908 du SCFP, Université de Trent**

« Il y a eu une inondation dans la bibliothèque et quelques-uns de nos bibliothécaires professionnels ont dû apporter des ventilateurs de la maison pour assécher l'endroit, parce que l'université ne possédait pas l'équipement voulu pour réparer les dégâts... J'ai vu plein de gens dans les bureaux qui s'achetaient des chauffeuses électriques. Je suis sûre que la facture d'électricité a fait un bon prodigieux parce que tout le monde branchait sa propre petite chauffeuse pour chauffer son bureau. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 4207, Université de Brock**

# Relations, tant sur le campus que dans la collectivité

# 6

« Ils gaspillent tout cet argent pour engager des consultants qui prennent des décisions sur des choses qu'ils auraient pu savoir des hommes et des femmes qui font ce travail depuis 20-25 ans. Des choses comme des rampes d'accès pour fauteuil roulant qu'ils ont installées à des fins d'accessibilité, mais qu'ils n'ont jamais mesurées correctement. Ainsi, la personne qui se sert d'un fauteuil motorisé ne peut pas négocier la courbe parce qu'elle n'est pas assez large. Des choses simples comme installer une nouvelle salle de cours avec des sièges fixés au plancher; ils n'ont pas demandé aux concierges s'ils pouvaient passer l'aspirateur entre les rangées pour nettoyer. Ils dépensent des milliers et des milliers de dollars pour engager des consultants afin de savoir quels arbres il faut planter, et où, sur les terrains du campus. Pourtant, nous avons la valeur de je ne sais pas combien de centaines d'années d'expérience là-dedans. Ils ne nous le demandent pas. C'est fou. Il y a toujours des gens de l'extérieur du campus qui ne travaillent pas ici, qui ne vivent pas ici, qui ne mangent pas ici. Il n'y a tout simplement pas de lien de confiance entre l'administration et les travailleuses et travailleurs, ils n'ont pas l'air de croire que nous savons de quoi nous parlons. »

**Travailleur du gardiennage et des métiers,  
section locale 1334 du SCFP, Université de Guelph**

« Il y a une manifestation aujourd'hui au département des arts. À cause des frais de scolarité, ils essaient maintenant des frais auxiliaires et il semble que cela s'inscrive dans un programme de recouvrement des coûts. Il s'agit en fait de 50 \$ à 60 \$ par cours en arts visuels qu'ils imposeront aux étudiants, et les étudiants disent "non, on ne peut pas". »

**Travailleur d'université,  
section locale 4580 du SCFP, Université de Windsor**

« Les cadres intermédiaires et les gens avec qui vous faites affaire quotidiennement sont vraiment de bonnes personnes, qui veulent tout simplement que les choses se fassent. Puis il y a l'administration. Ils ne font pas de lobbying actif pour un meilleur financement. Ils disent seulement qu'ils n'ont pas d'argent, qu'ils sont coincés. Et tout le monde sait qu'ils sont coincés. Il n'y a pas d'argent, ce n'est pas la faute de l'université. C'est le gouvernement qui réduit le financement. Ils n'en demandent même pas. Ils disent "coupez, coupez, coupez, souriez, merci". Coupez, souriez, merci, mais si nous pouvions voir qu'ils font quelque chose au nom de tout le monde, les gens seraient beaucoup plus heureux. Ils sont tous d'accord avec

l'entretien différé et tout cela, mais c'est avec leurs solutions que nous ne sommes pas d'accord, avec le fait que le secteur privé vienne sauver les meubles et augmente les frais de scolarité. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3904 du SCFP, Université Ryerson**

« Pendant la grève, l'administration ne semblait pas s'inquiéter de la sécurité de nos membres, puisque les lumières n'étaient pas allumées lorsqu'il faisait noir, et qu'ils ont enlevé les barricades des trottoirs qui empêchaient les autos de passer. Maintenant, c'est presque l'inverse. L'année dernière, il y a eu des manifestations contre la guerre et des contre-manifestations. Je ne me suis pas sentie en sécurité autant que "sécurisée" avec toute cette surveillance accrue. Ils interdisaient les tables normales dans les corridors au cours des premières semaines de la session. Ils ont dit que c'était parce qu'il y avait trop de monde, mais en fait ils avaient peur de se retrouver avec un débordement politique du genre de celui qu'il y a eu en septembre. Maintenant, il y a un comité de trois personnes qui doit approuver les réunions et vous devez fournir des détails sur ce contre quoi vous voulez manifester, et vous devez payer pour la sécurité, ici au pays de la libre expression. »

**Travailleuse d'université,  
section locale 3903 du SCFP, Université de York**

« Nous avons sans doute négocié l'une des meilleures ententes possibles pour que le travail dans les nouveaux édifices, l'entretien intérieur et extérieur des édifices, aille aux membres de la section locale 1356. C'était le point principal et ils ont obtenu environ 30 nouveaux membres de plus. Ils font des projets de sous-traitance de temps en temps et la section locale est toujours sur leur dos, mais ce n'est pas aussi grave que dans beaucoup d'autres universités. Ils ont fait du bon travail à ce chapitre. »

**Travailleur du gardiennage et des métiers,  
section locale 1356, Université de York**

« Je crois, de façon générale, que les employeurs ont une meilleure attitude lorsque le syndicat est vigilant et s'occupe des problèmes, parce que ces problèmes ne feront que s'aggraver s'ils ne sont pas réglés maintenant. »

**Travailleur d'université,  
section locale 3904, Université Ryerson**

# Le contexte national

Développement des ressources humaines Canada estimait qu'en 2004, plus de 70 % des nouveaux emplois créés exigeraient un diplôme d'études collégiales ou universitaires. Près de la moitié de ces nouveaux emplois exigent au moins un baccalauréat. (Doherty-Delorme et Shaker, *Missing Pieces IV*, 2003). Mais après des années de sous-financement, l'éducation postsecondaire est désorganisée partout au pays.

- Les transferts fédéraux destinés à l'éducation postsecondaire, corrigés en fonction de l'inflation et de la croissance de la population, sont inférieurs de 50 pour cent à ce qu'ils étaient il y a dix ans.
- Malgré les compressions fédérales, certaines provinces ont décidé d'investir dans l'éducation postsecondaire. Entre 1992-1993 et 2002-2003, les transferts gouvernementaux par inscription ETP ont diminué dans toutes les provinces, sauf au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan. En Ontario, le financement a diminué de 17 %. (Doherty-Delorme et Shaker, *Missing Pieces V: An Alternative Guide to Canadian Post-secondary Education*, août 2004, p.17.)
- Pour l'année 2004-2005, les frais de scolarité des étudiants diplômés s'élèveront en moyenne à 4 172 \$. C'est presque trois fois la moyenne de 1 464 \$ pour 1990-1991. (Statistique Canada, *Le Quotidien*, 2 septembre 2004, p.2) Les autres frais obligatoires pour des services auxiliaires augmentent aussi. Entre 1999-2000 et 2004-2005, les frais additionnels obligatoires moyens sont passés à 608 \$, une hausse de 41 %.
- La dette des diplômés de 2000 était, en moyenne, de 30 % supérieure à celle des diplômés de 1995, et de 76 % supérieure à celle des diplômés de 1990 (en dollars constants de 2000). (Statistique Canada 2002, Enquête nationale auprès des diplômés [Classe de 2000]).
- À cause de l'augmentation des frais, les étudiants issus de familles moins fortunées, surtout celles et ceux qui ne peuvent pas diminuer leurs frais en restant chez leurs parents pendant leurs études, sont moins susceptibles d'obtenir une éducation postsecondaire. Les étudiants de familles à revenu plus élevé qui vivent à 80 km d'une université ont 5,6 fois plus de chances d'aller à l'université que les étudiants à faible revenu de la même collectivité.
- À cause du sous-financement, les collèges, instituts techniques et universités du Canada ont laissé les édifices se délabrer. La facture pour effectuer

cet entretien différé s'élève à au moins 3,6 milliards de dollars (214 \$ par mètre carré). Les établissements d'enseignement postsecondaire invoquent cette raison pour se tourner vers les entreprises privées afin de combler les déficits. C'est ainsi que le sous-financement du gouvernement favorise la privatisation.

- Pour les enfants dont les parents possédaient la maison familiale au départ, l'argent destiné à leur éducation était plus susceptible d'avoir été mis de côté que pour ceux qui vivaient dans des logements loués. Le montant moyen épargné par les parents dont la maison était libre d'hypothèque était presque trois fois plus élevé que celui épargné par des parents vivant dans un logement loué. (Sophie Lefebvre, « Économiser en prévision des études postsecondaires », in Statistique Canada, *L'emploi et le revenu en perspective*, juillet 2004, p.5)

## Le contexte ontarien

Nous pouvons constater le déclin du soutien accordé par le gouvernement de l'Ontario aux budgets d'exploitation des universités depuis quelques années en voyant l'importance croissante des frais de scolarité dans les revenus d'exploitation. En 1991-1992, les frais de scolarité comptaient pour 22 pour cent des revenus d'exploitation. Ce pourcentage a augmenté à 29 pour cent lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir en 1995. En 2000-2001, les frais de scolarité comptaient pour 41 pour cent des revenus d'exploitation des universités de l'Ontario.

Ce changement dans l'importance relative des frais de scolarité pour le fonctionnement des universités ontariennes est une scandaleuse abdication de la responsabilité des gouvernements en matière d'enseignement public. Entre 1995 et 2001, le financement de l'Ontario destiné aux dépenses d'exploitation a diminué de 2,9 pour cent. À l'exception d'Hawaï, l'Ontario est le seul gouvernement au Canada et aux États-Unis où le financement des dépenses d'exploitation a effectivement chuté, ce qui est très différent de la situation de la Californie, par exemple, où le financement public destiné aux dépenses d'exploitation a augmenté de 76 pour cent. (Conseil des universités de l'Ontario, 2000)

Si les dépenses provinciales consacrées à l'éducation postsecondaire en tant que part du PIB provincial passaient de l'actuel niveau de 0,75 pour cent à 1,28 pour cent, l'Ontario atteindrait la moyenne nationale et le niveau auquel la Saskatchewan soutient l'éducation postsecondaire. (Doherty-Delorme et Shaker, *Missing Pieces IV*, p.21)

# Recommandations

L'éducation est un droit basé sur l'accessibilité, l'équité, la qualité et la reddition publique de comptes. Nous présentons ci-dessous nos propositions spécifiques destinées à l'Étude de l'éducation postsecondaire en Ontario.

## **1 Investir dans les subventions d'exploitation des universités.**

Les gouvernements doivent accorder des niveaux de financement suffisants à l'éducation postsecondaire pour freiner la dépendance croissante envers les frais de scolarité et les commanditaires privés. Il faut de l'argent pour entretenir et réparer les édifices afin que les conditions de travail et d'études soient conformes aux normes de santé et de sécurité. Il faut aussi de l'argent pour garantir des programmes de grande qualité et des espaces suffisants pour tous les étudiants qualifiés en cette période d'augmentation des inscriptions à l'éducation postsecondaire.

## **2 Stopper et renverser la tendance à la sous-traitance des services de soutien en éducation postsecondaire.**

Les travailleuses et travailleurs des bibliothèques, du gardiennage, des bureaux et des services techniques font partie intégrante de la communauté postsecondaire. Toutes les nouvelles installations et les nouveaux services sur les campus doivent être correctement dotés en personnel protégé par des conventions collectives.

## **3 Remplacer le fonds SuperCroissance par un fonds de construction financé par le secteur public et tenu de rendre des comptes.**

Les gouvernements ne devraient pas obliger les institutions à chercher des partenaires du secteur privé pour construire et agrandir leurs installations en réponse à la croissance de la population étudiante. Il faut assurer un financement public suffisant pour que ces nouvelles installations soient utilisées dans l'intérêt public plutôt que d'être réservées à des intérêts privés.

#### **4 Stopper et renverser la commercialisation et l'influence des entreprises sur les programmes d'enseignement.**

Les universités privées à but lucratif créées en vertu de la loi 132 devraient être confiées au secteur public. Toutes les disciplines méritent un financement équitable, qu'elles soient ou non directement branchées à des intérêts privés

#### **5 Veiller à ce qu'il y ait suffisamment de places entièrement financées dans nos universités pour de futurs étudiants qualifiés.**

La double cohorte est un problème urgent qui doit être réglé. Il faut que le gouvernement consacre suffisamment de fonds pour permettre à tous les étudiants qualifiés d'obtenir une place dans le système d'éducation postsecondaire. Il faut de l'argent pour répondre à l'augmentation des inscriptions, engager de nouveaux professeurs, garder les frais de scolarité bas et conserver des emplois avec des charges de travail raisonnables pour celles et ceux qui travaillent sur le campus.

#### **6 Réduire les frais de scolarité et mettre fin à leur déréglementation pour les programmes de 2e et 3e cycles et professionnels.**

L'accès à une éducation collégiale et universitaire est un droit qui devrait dépendre de la capacité d'apprendre et non de la capacité de payer. Le délestage des responsabilités en matière de financement de l'éducation par l'augmentation des frais de scolarité doit cesser. La dette étudiante croissante doit être éradiquée. Les frais de scolarité devraient être réglementés, gelés et, à plus ou moins long terme, éliminés.



# Conclusion

Nous voulons vivre dans des collectivités où chacun peut avoir accès à l'éducation postsecondaire, peu importe son sexe, sa race ou sa classe sociale. Les travailleuses et travailleurs et leurs familles ont le droit de profiter d'un système d'éducation qui accorde de la valeur à la pensée critique. Nous voulons une éducation qui permette à chacune et à chacun de participer en tant que membre à part entière à la société canadienne. L'éducation publique est un droit.

À notre avis, le système d'éducation doit permettre aux étudiantes et étudiants de familles de travailleuses et travailleurs et de familles à faible revenus d'obtenir un diplôme qui leur permette de développer leurs intérêts de même que leurs compétences; leur participation en tant que citoyenne et citoyen de même que leur capacité de bien gagner leur vie; leur expression créative de même que leur conscience sociale. Nous voulons un système d'éducation qui permette à tous les travailleurs et travailleuses, incluant celles et ceux des bibliothèques, du gardiennage, de l'entretien, des stationnements et de la sécurité, des bureaux, de services techniques et des services d'enseignement, d'être respectés et appréciés pour leur contribution à la communauté de l'enseignement postsecondaire.



